

Mobilisation des personnels d'éducation pour les salaires,

pour les postes et défendre les conditions de travail :

en grève le 26 janvier !



Communiqué de l'intersyndicale

FSU, FO, CGT Educ'action, SNALC, Sud Education, SNCL de Moselle

Dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les réformes menées par le ministre les aggravent, les moyens consacrés à l'Education ne sont pas à la hauteur des besoins. **La situation sanitaire exige, pour tous les personnels de l'éducation, des moyens supplémentaires immédiats**, pour que tous les élèves puissent bénéficier pleinement de **leur droit à l'enseignement** dans un cadre national, intégralement en présence dans les établissements, **dans le respect de la sécurité de toutes et tous**. Une baisse des effectifs par classe à court et moyen terme nécessite d'engager en urgence les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires.

Et pourtant, **la rentrée 2021 se présente sous le signe de l'austérité**. Ainsi, dans l'académie Nancy-Metz, les moyens annoncés vont dans le sens d'une dégradation des conditions d'accompagnement des élèves et une charge de travail supplémentaire pour les personnels.

Encore une fois, **notre académie est particulièrement touchée par les suppressions de postes à la rentrée 2021**. Malgré une stabilité des effectifs (+0,2%), **129 postes d'enseignant-es seront perdus dans les collèges et les lycées**. (466 postes en moins depuis 2018 !) Au moment où il s'agirait de mettre en œuvre les engagements ministériels (dédoublés en éducation prioritaire, des classes à 24 élèves de la grande section au CE1, inclusion, augmentation des temps de décharges des directeurs et directrices d'école...), **aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour le premier degré**.

Indispensables au bon fonctionnement du service public d'éducation, **12 postes de personnels administratifs seront supprimés dans les établissements et 7 dans les services académiques**. Enfin, alors que dans les établissements les services de vie scolaire, médicaux-sociaux et d'accompagnement du handicap sont sous-dotés bien que le contexte sanitaire rende leur intervention plus que nécessaire, notre académie ne reçoit **aucune création de poste de CPE, AED, AESH, psychologue de l'Education nationale, infirmier-es scolaires...**

De surcroît, les organisations syndicales dénoncent **l'attitude provocatrice du ministre Blanquer** qui, d'un côté, loue en paroles l'engagement des personnels pour leur dévouement et, de l'autre, via les propositions faites lors du « Grenelle », leur manifeste **un profond mépris** en ne leur octroyant

que quelques miettes. Dans le budget 2021, **la nécessaire revalorisation des personnels** ne trouve qu'une traduction minimale **avec seulement 400 millions d'euros prévus**. C'est dérisoire rapporté aux plus de un million cent-trente-mille personnels dans l'Éducation nationale et de fait, l'essentiel des mesures proposées, presque exclusivement consacrées à des primes, ne concerne qu'une minorité d'entre eux.

Les AED et les AESH en particulier, dont les salaires sont les plus bas, ne se voient rien proposer. En tenant compte de l'inflation, **les salaires des personnels ont pourtant baissé de 19,82 % depuis 1995 !** De plus, les inégalités salariales femmes/hommes persistent, le salaire net des enseignantes étant inférieur de 13,9 % à celui de leurs collègues masculins.

Le Grenelle du ministre est d'autant plus inacceptable qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-es.

Et pendant la pandémie, les réformes régressives continuent. D'une part, **le ministère s'attaque à l'éducation prioritaire** en projetant d'abandonner une politique de territoires au profit d'une contractualisation avec chaque école ou établissement scolaire. D'autre part, avec le projet de loi 4D le gouvernement veut engager **une opération de déconstruction du service public d'éducation**. Les organisations demandent le maintien des services et des personnels (gestionnaires, médecine scolaire) dans le cadre plein et entier de l'Education Nationale.

L'intersyndicale FSU, FO, CGT Educ'action, SNALC, SUD Education, SNCL appelle tous les personnels de l'académie à construire des initiatives locales et à se mobiliser par la grève le mardi 26 janvier, pour revendiquer :

- une véritable revalorisation des salaires et des carrières pour tous les personnels sans dégradation des conditions de travail
- l'abandon de toutes les suppressions d'emploi et la création de postes à la hauteur des besoins urgents
- une gestion responsable de la crise
- une autre politique éducative qui passe par l'abrogation des lois et contre-réformes Blanquer

Rassemblement et manifestation à Metz

devant la DSDEN, rue Wilson, départ à 13h30